



Paris, le 14 juin 2016

COMMUNIQUE DE PRESSE

Accord UE – Canada : Ne pas faire l'impasse sur le débat démocratique

L'accord économique et commercial global (AECG, CETA en anglais) entre l'Union Européenne et le Canada, qui concerne l'agriculture, n'a pas été ratifié. Pour la FNSEA et JA, ce processus doit passer par un débat démocratique dans les Etats Membres et doit prendre en compte l'ensemble des traités en cours de négociation.

Un débat juridique semble être en cours pour savoir si la ratification relève de l'Union Européenne seule, ce pour quoi plaide la Commission, ou conjointement avec les Etats Membres.

Notre avis n'est pas celui d'experts, mais de citoyens qui ne comprennent pas comment on peut envisager qu'un traité dont l'application impacterait plusieurs secteurs de notre économie et toucherait nos territoires agricoles, ne soit pas soumis aux parlements nationaux. La transparence dans les négociations internationales est une demande légitime dont la commission semble bien déconnectée.

La France doit insister pour que la Commission s'explique sur ce point, comme, à cette occasion, sur l'ensemble des accords en cours de négociation. D'autant que les contingentements, les baisses de droits de douane, ne peuvent s'évaluer isolément sans prendre en compte ce qui est sur la table dans l'ensemble des traités en cours. La capacité d'absorption du marché européen est loin d'être illimitée, au regard de la crise que traverse aujourd'hui notre agriculture et singulièrement notre élevage.

Contacts :

FNSEA : Thomas FENÉ – 01 53 83 47 06
JA : Célia FAURE – 01 42 65 86 16